Conférence de presse sur la situation socio-économique en 2018 et ses perspectives pour 2019

-------

**Quelques éléments de l’introduction de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,**

**Haut-Commissaire au Plan,**

**à la présentation du Budget Economique Prévisionnel 2019**

**- Casablanca, le 16 janvier 2019 -**

1. **Le contexte international**

Après l’heureuse concordance qu’avaient connue, en 2017, les cycles de croissance dans tous les grands ensembles économiques mondiaux et l’espoir d’un retour à leur dynamisme d’avant la crise, la croissance mondiale aurait évolué dans un climat plutôt d’incertitude, chahuté, en particulier, par les retombées des tensions géostratégiques et l’agressivité des compétitions économiques, au centre desquelles ce qu’il est convenu d’appeler la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine.

Même si cette guerre, qualifiée par le négociateur chinois de simples frictions, devait, à la fin de 2018 et au début de 2019, conduire à des négociations et aboutir à un compromis sur ses enjeux conjoncturels, elle n’en a pas moins affecté le rythme de croissance économique respective des deux partenaires, sans pour autant créer de perspectives apaisées de leur égale course au leadership mondial, focalisée dans les technologies avancées, civiles et militaires, le commerce mondial et l’influence géopolitique.

C’est dans ces conditions qu’après avoir progressé de 2,9% en 2018, portée par les stimulations d’une politique fiscale et monétaire particulièrement expansionniste, la croissance américaine ralentirait à 2,5% en 2019 et à 1,7% en 2020. Elle ne resterait pas, toutefois, à l’abri de moindres performances, avec une normalisation progressive du niveau des taux d’intérêt par la Banque Fédérale des Etats-Unis (FED) et des développements sous tension d’une conjoncture politique animée par la perspective des élections présidentielles.

Dans le même sillage, la croissance en Chine devrait, de son côté, décélérer à un taux anticipé, - semble-t-il optimiste - de 6,2% en 2019, au lieu de 6,5% en 2018. La Chine devrait s’engager dans une politique monétaire et budgétaire, plutôt de stabilisation, ciblant une modulation sociale de la consommation et un soutien aux petites et moyennes entreprises en faveur, en particulier, des secteurs technologiques et du marché intérieur, avec une orientation stratégique globale privilégiant les échanges technologiques et commerciaux avec l’Europe et, à travers la route de la soie, une plus grande présence dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles, en particulier en Afrique, avec la volonté d’atténuer le tête-à-tête avec les Etats-Unis.

Par ailleurs, l’Union européenne dont la croissance économique était vouée à renouer avec des taux de l’avant-crise, à la faveur des retombées des réformes structurelles économiques et sociales et des politiques monétaires exceptionnellement accommodantes de la Banque Centrale Européenne (BCE), aurait dû connaitre la même tendance au ralentissement du rythme de son économie. Elle aurait dû pâtir des effets de la vague de doutes sur sa cohésion institutionnelle et de contestations de son référentiel communautaire en matière économique et sociale, avec parallèlement la montée, sans précédent, d’une lame sociale de fond antimondialiste, la rupture chaotique de son adhésion par la Grande-Bretagne, l’affaiblissement économique et politique de l’axe franco-allemand et l’amorce de celui, aux conséquences inquiétantes à terme, qui pointe à l’horizon entre l’Italie et la Pologne.

Dans ce contexte, la croissance de la zone euro devrait passer de 1,9% en 2018, à 1,6% en 2019, après 2,5% en 2017.

En dehors de la Chine qui continue à se considérer comme l’un des leurs, les **pays émergents et en développement** devraient pâtir de ce même ralentissement économique, enregistrant un recul de leur taux de croissance, aussi bien en Turquie que dans les pays d’Amérique Latine, sous l’effet notamment, de leur instabilité sociale et politique et de la dépréciation de leur monnaie face au dollar américain.

Fidèle à sa tendance historique, **l’Inde** continuerait à performer, avec une croissance passant de 7,3% en 2018 à 7,5% en 2019, tirée par les retombées des réformes structurelles réalisées dans ce pays et le renforcement de sa demande intérieure.

En Amérique Latine, **le Brésil** fait également bonne mine avec une activité en progression de 2,2% en 2019 au lieu de 1,2% en 2018, avec la reprise de la consommation et de l’investissement.

En **Russie**, la baisse du pouvoir d’achat liée à la dépréciation du rouble et la hausse, depuis le début de janvier 2019, de la TVA, devrait pénaliser la croissance en en ramenant le taux à 1,5% en 2019, après 1,6% en 2018.

**Au total**, avec le ralentissement de la croissance dans les grands ensembles économiques mondiaux, particulièrement en Chine d’une part et aux Etats-Unis et en Europe, d’autre part, qui se partageraient à quasi-égalité l’impulsion de la croissance mondiale, celle-ci devrait légèrement ralentir, passant de 3,6% en 2018 à 3,5% en 2019.

D’une façon générale, la situation économique mondiale devrait être ainsi marquée, en 2019, par un ralentissement de la croissance, de l’investissement et de la demande par rapport à 2018, avec une instabilité des marchés des capitaux et une volatilité des prix des matières premières et notamment du pétrole qui devrait connaitre une tendance à la baisse, sous l’effet des hausses anticipées de la production des Etats-Unis et des incertitudes sur la capacité des membres de l’OPEP à s’entendre sur une réduction conséquente de la leur.

Dans ces conditions, le taux d’inflation attendu passerait de 2,6% en 2018 à 2,5% en 2019 et le rythme de croissance du commerce mondial poursuivrait sa tendance baissière, passant de 5,4% en 2017, à 3,8% en 2018 et à 3,6% en 2019.

1. **Contexte national**
2. **Principaux éléments sur l’offre**

Profitant d’une pluviométrie mieux équilibrée territorialement, **l’activité agricole** aurait terminé l’année 2018 avec un palmarès de performances remarquables aussi bien pour la céréaliculture que pour les cultures maraichères et l’arboriculture, avec toutefois un léger ralentissement des activités de l’élevage. Dans ces conditions, la valeur ajoutée agricole aurait progressé de 3,9%, contribuant de 0,4 point à la croissance économique et le redressement de l’emploi amorcé en 2017 se serait poursuivi avec la création nette de 9000 postes. Les échanges commerciaux de produits agricoles se seraient, également, intensifiés se soldant par un excédent de la balance alimentaire de 6 milliards de dh.

La **campagne agricole 2018/2019**, et après avoir démarré avec une pluviométrie généreuse qui aurait amélioré les réserves des barrages agricoles et conduit à une mobilisation des agriculteurs et une préparation technique, professionnelle et logistique précoce, a subi le contrecoup d’un déficit pluviométrique généralisé combiné à une hausse sensible de l’amplitude thermique pendant le mois de décembre. Les campagnes agricoles qui avaient démarré sous des conditions semblables s’élèvent à 6 sur les 30 dernières années, avec une probabilité de 74% de converger vers une saison bonne à moyenne.

Dans ces conditions, et sous les réserves d’usage concernant le déroulement des conditions climatiques de l’actuelle campagne conformément aux campagnes semblables antérieures, nous retiendrons dans le cadre du Budget Economique Prévisionnel 2019 l’hypothèse du retour probable d’une pluviométrie hivernale conforme à la saison normale. Ainsi et tenant compte de la poursuite de la dynamique de croissance des cultures irriguées et du redressement de l’avicole, le repli de l’activité agricole se limiterait à -0,4% seulement en 2019.

**Hors agriculture**, l’activité poursuivraitson évolution modérée au rythme de 3,1% au lieu de2,9% en 2018. Les branches tertiaires, se situant toujours en deçà de leur performance enregistrée entre 2007 et 2011, assureraient plus de 64% de cette progression, alors que la croissance des branches secondaires resterait moins soutenue, portées principalement par une légère accélération du rythme de la croissance manufacturière. Traditionnellement soutenue par les industriesagroalimentaires et chimiques, l’activité manufacturière continuerait de se rééquilibrer en faveur des nouveaux métiers industriels, notamment l’automobile, dont la contribution a progressivement augmenté depuis 2012 pour atteindre un niveau comparable à celui des industries de l’habillementen 2018.

En revanche, l’activité minière afficherait un retour vers son niveau tendanciel, après une forte progression en 2017. La production du phosphate brut, principal socle de la croissance minière, subirait les ajustements de la demande des industries locales de transformation face à la montée des cours internationaux des engrais, à l’augmentation des capacités productives des pays asiatiques et au rétablissement modéré de leurs débouchés traditionnels.

L’activité de la construction resterait également en deçà de sa dynamique réalisée entre 2007 et 2012, plombée par le repli des investissements étrangers dans l’immobilier et la décélération du rythme de croissance du pouvoir d’achat immobilier des ménages, de +9,7% en moyenne entre 2005 et 2009 à + 2% entre 2010 et 2018.

Dans ces conditions, le PIB devrait s’accroitre en volume de 3% en 2018 et 2,9% en 2019, après 4,1% réalisé en 2017, dans un contexte d’une décélération de l’inflation intérieure passant de 1,7% en 2018 à 1,2% en 2019.

1. **Décélération du rythme de croissance de la demande intérieure en 2019**

Dans une ligne de continuité de son modèle historique, la croissance continuerait d’être soutenue en 2019 par la demande intérieure, avec cependant un rythme en léger retrait par rapport à 2018, alors que la contribution de la demande extérieure nette, bien qu’en légère amélioration, resterait négative.

C’est ainsi que la croissance de la demande intérieure, en volume, passerait de 3,6% en 2018 à 3,4% en 2019, sous l’effet d’une légère hausse de la formation brute de capital fixe de 2,9% en 2018 à 3,2% en 2019 et d’une faible croissance de la consommation finale des ménages se situant à 3,5% en 2019, au lieu de 3,4% en 2018. En revanche, la consommation publique afficherait un accroissement de 2,9% en 2019, après 2,2% en 2018.

La contribution de la demande extérieure à la croissance du PIB resterait, cependant, négative passant d’un point en 2018 à -0,8 point en 2019, en raison de la persistance de l’écart entre le rythme de croissance des importations et celui des exportations.

* Les exportations de biens et services, en volume, progresserait de 5,9% en 2019, au lieu de 4,9% en 2018, en ralentissement par rapport à 10,9% affiché en 2017 ;
* Les importations devraient croitre de 6,4% en 2019, après 6,1% en 2018.

**Léger repli du besoin de financement**

Compte tenu d’un accroissement de 4,1% du PIB nominal et d’une progression de 4,1% des revenus nets en provenance du Reste du Monde, l’économie nationale connaitrait un certain allègement du besoin en financement.

* L’effort d’investissement ralentirait passant de 32,4% du PIB en 2018 à 32% en 2019, alors que l’épargne nationale se situerait à 27,7% du PIB en 2019, au lieu de 28% en 2018.
* En conséquence, le besoin de financement passerait de 4,7% en 2018 à 4,5% en 2019, que notre pays doit couvrir par le recours à l’endettement.
* Dans ces conditions, l’endettement public global de l’économie passerait de 82,2% du PIB en 2018 à 82,5% en 2019, au lieu de 82% en 2017.

Sur le marché monétaire, l’amélioration attendue des réserves en devises, passant de 230 milliards de dh en 2018 à 235 milliards dh en 2019, s’accompagnerait d’une accélération du rythme de croissance de la masse monétaire de 4% en 2019, au lieu de 3,5% en 2018.

**Quelques remarques en guise de conclusion**

Les deux années sous examen devraient s’inscrire, comme on pourrait le constater, dans le prolongement des tendances qui caractérisent l’évolution des composantes de la demande intérieure, laquelle reste le moteur de la croissance économique de notre pays et, selon une idée largement répandue, distingue l’identité de cette dernière.

Il convient, à cet égard, de rappeler que, dès 2012, nous avions parlé, au cours de la présentation du Budget Economique d’alors, des "signes d’essoufflement du modèle national de développement" et l’avons rappelé à plusieurs occasions. Nous en avions lié, à chaque fois, l’origine structurelle non pas à ce rôle moteur de la demande intérieure dans la croissance économique mais à l’insoutenabilité de son financement.

La résolution de cette question devrait être, aujourd’hui, au cœur des objectifs des politiques publiques dans notre pays.

- **Réduction du rythme d’accroissement de la demande intérieure, au niveau de sa double composante, la consommation des ménages et l’investissement en particulier.**

Entre les deux périodes 2000-2012 et 2013-2017 :

* La croissance en volume de la demande intérieure est passée respectivement de 5% à 3,1%, les dépenses de consommation finale de 4,3% à 2,9% et la formation brute du capital fixe de 6% à 1,2%.

* Au même moment, la valeur ajoutée créée par notre économie baissait de 4,6% à 2,6% et le produit intérieur brut de 4,6% à 3,4%.
* D’où un besoin croissant du financement de l’économie nationale passant de -1,2% du PIB à -4,8% entre les deux périodes (voir renvoi 1).

**La baisse du rythme de croissance ne devrait être que l’expression d’une politique contrainte.** Elle aurait vocation à compromettre la croissance potentielle future du pays. Elle serait d’autant plus injustifiable que, l’intensité capitalistique qui mesure le stock de capital par actif occupé reste encore inférieure à celle des pays émergents et en développement, comme cela a été montré par les études réalisées par le HCP. Ce serait une regrettable rupture avec le volontarisme adopté depuis les années 2000 par le Maroc dans ce domaine où le taux d’investissement entre 30% et 33% était le plus élevé parmi ces pays en dehors de la Chine.

**L’endettement du pays s’érige au cœur de la problématique par cette exigence du maintien d’un tel effort. L’encours de la dette extérieure publique en pourcentage du PIB, entre les deux périodes 2000-2012 et 2013-2017, est passé d’environ 25% à 30%[[1]](#footnote-2).**

* Part importante de la dette garantie (entreprises et établissements publics) : 15,3%
* Déséquilibre entre investissement dans les infrastructures et les activités productives.

- Efficience de gestion des programmes d’investissements.

**L’épargne nationale comme alternative à l’endettement avec sa double composante intérieure et extérieure.**

**Les principales sources de l’épargne intérieure :**

* **Entreprises : 50% de l’épargne intérieure.**
* Augmentation des revenus des entreprises de 4,9% à 6,7% par an entre les mêmes périodes.
* Une épargne limitée par la structure inégalitaire du tissu des entreprises :Le secteur manufacturier est constitué de 11% de grandes entreprises et 89% de PME.
* Les grandes entreprises : 67% des effectifs employés, 85% du chiffre d’affaires et 89% des exportations.
* Les PME participent : de 4,7% à l’investissement total (collatéraux et coûts élevés des financements bancaires). Elles s’autofinancent à 80%.
* **Ménages : 35% de l’épargne nationale**

**Revenus faibles et en ralentissement :**

* Ralentissement des revenus des ménages : 6,1% d’accroissement à 3,5% en moyenne annuelle, au cours des 2 périodes :
* sources de revenus : 42% sous formes de salaires versés à quasi–égalité par les entreprises (22%) et les administrations publiques (20%)
* 12% sous forme de transferts en particulier les transferts des MRE
* faible évolution : salaire brut évoluant de 0,2% au lieu de 2,8%, avec une structure inégalitaire des salaires (salaire moyen mensuel 4468 dh, variant en 2016  de 2877 dh dans les entreprises à 13052 dh dans les administrations publiques).

**Consommation et épargne en perte de vitesse au détriment en particulier des ménages les plus vulnérables**

* Taux de croissance de la consommation : en baisse à 3,1%, après 4,3% par an.
* Epargne en baisse à 1,5% par an, après 8,7%.
* Selon la structure sociale des ménages et la nature des produits consommés, la consommation des ménages est impactée d’une façon différenciée, avec une consommation non-alimentaire absorbant 50% des dépenses, l’inflation cumulée entre 2004 et 2017 a été de 14,8% pour l’énergie, 15,5% pour la facture de l’eau, 18,4% pour les frais de scolarité et 24% pour les frais d’inscription.
* En excluant les dépenses relatives au logement et l’alimentaire, la consommation arbitrale de la catégorie des ménages les plus pauvres serait de 10% du montant global de leur consommation, celle des catégories intermédiaires de 27% et celle des catégories supérieures de 56%.

**En conclusion : l’urgence de l’augmentation de l’épargne qui doit être recherchée partout. C’est une question économique, sociale et institutionnelle autour de laquelle je voudrais ouvrir avec vous, après cet exposé, le débat, étant entendu qu’au cœur de cette question se trouve celle de la croissance. En d’autres termes, comment sortir d’un modèle de croissance que nous avions qualifié « d’un modèle d’équilibre bas » où cette dernière avoisine les 4% avec une bonne année agricole et baisse en dessous de 3% dans le cas contraire. Comment pourrait-elle en même temps être assortie d’une baisse des inégalités, sachant que selon nos études, une croissance de 1% donnerait lieu à une diminution de la pauvreté de 3,6% et qu’une augmentation de l’inégalité se traduirait par une augmentation de la pauvreté de 8,4**%**.**

**Notes sur le modèle de croissance tiré par la demande intérieure**

**Annexe à l’intervention de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,**

**Haut-Commissaire au Plan, à la présentation du Budget Economique Prévisionnel 2019**

**1.** Dans quelle mesure doit-on, dès lors, rendre le "fameux modèle de développement tiré par la demande" responsable de cette configuration macroéconomique évidemment si peu soutenable ?

* Tous les modèles de croissance sont tirés par la demande intérieure, les nuances n’intervenant que par la part que la demande extérieure apporte à leur financement et à la soutenabilité de leurs échanges extérieurs.
* Aborder la complexité de définition du modèle de développement "avec des idées simples".
* Un modèle de développement est un héritage historique et sa construction est toujours en devenir avec l’impulsion déterminante des politiques publiques dont l’efficience dépend du niveau d’adhésion des citoyens à leurs dimensions économique, sociétale et institutionnelle.

L’évolution du modèle de développement du Maroc, depuis l’Indépendance à nos jours, aurait été, sous cet angle, particulièrement intéressante à analyser pour son exemplarité illustrative. Mais cela nous aurait éloignés des années 2018-2019. Nous espérons y revenir à une prochaine occasion.

1. Dans ce cadre, les études menées par le HCP montrent que le Maroc dispose d’un grand nombre d’opportunités de diversification dans des produits proches de la structure actuelle de production nationale et qui sont dotés d’un potentiel de compétitivité et notamment dans les filières à base de céréales, de fruits et légumes et de textile industriel, de chimie, de fabrication de machines et d’équipement, et dans une première estimation porterait sur 3500 nouveaux produits. Il s’agit-là d’un champ ouvert pour les petites entreprises qui pourraient, ainsi, si elles étaient appuyées par l’encadrement, le financement et l’encouragement nécessaire, contribueraient à améliorer la complexité et la croissance de l’économie marocaine et réduirait par là le niveau des inégalités socio-économiques actuelles.

1. Après avoir baissé de 41,4 en 2000 à 25,1 en 2012, il est passé de 26,1 en 2013 à 31,3 en 2017. [↑](#footnote-ref-2)